

# Finance

## Pékin exige la levée des surtaxes douanières américaines

La Chine a prévenu jeudi qu'elle ne signera aucun accord commercial avec les États-Unis s'il n'inclut pas une levée totale des surtaxes douanières imposées par l'administration Trump. Des équipes «maintiennent une

communication permanente», a déclaré le Ministère chinois du commerce. Les présidents chinois Xi Jinping et américain Donald Trump ont décrété samedi une trêve dans leurs différends commerciaux. (AFP)

## Exit le stade du Hardturm, voici la «Credit Suisse Arena»

La mode du sponsoring des arènes sportives n'a pas épargné le stade du Hardturm qui doit être construit à Zurich. La future enceinte du FC Zurich et de Grasshopper portera le nom de «Credit Suisse Arena» dès sa mise

en service prévue en 2022. Le numéro deux bancaire suisse a signé un contrat d'une durée de dix ans avec Stadion Zürich Betriebs, l'exploitant des infrastructures. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé. (AWP)

**-20%**

Canal+ s'apprête à tailler dans ses effectifs en France, avec un plan de départs volontaires portant sur au moins 500 postes, soit près de 20% de ses effectifs hexagonaux, selon une source

proche du dossier. Le groupe de télévision payante, filiale du groupe Vivendi, est confronté à une concurrence exacerbée et à une érosion de ses abonnés directs sur son marché historique. Canal+ International, la division qui gère les activités à l'étranger, devrait être épargnée. Interrogée, la chaîne n'a fait aucun commentaire. (AFP)

## salaires suisses

Invités par «Le Temps», Pierre-Yves Maillard, président



...pas les mêmes. (DELPHINE SCHACHER POUR LE TEMPS)

**Lorsque vous observez des sanctions concrètes comme la fin de l'équivalence boursière, ne craignez-vous pas pour l'avenir?**

**M. T.:** Si, l'équivalence boursière est un élément, il y en a d'autres, l'électricité, la santé... nombre de domaines sont à risque pour nous! Ils n'ont peut-être strictement rien à voir avec les mesures d'accompagnement mais ils font partie de ce grand marchandage. Nous jouons avec le feu!

**P.-Y. M.:** Nous aurions beaucoup à perdre en cas de rupture. La faitière patronale européenne vient de rappeler les 90 milliards d'euros que les entreprises européennes réalisent avec le marché suisse. L'Europe ne peut quand même pas se couper du marché britannique avec le Brexit, puis du marché suisse. Nous sommes condamnés à nous entendre. Cette Commission dit qu'elle ne renégociera pas, mais une nouvelle va bientôt la remplacer [une nouvelle présidente a été désignée le 2 juillet, ndlr]. L'an prochain il nous faudra combattre l'ini-

tiative de l'UDC contre la libre circulation des personnes. Après cette votation, si nous la gagnons, nous aurons le champ un peu plus libre et nous pourrions reprendre le dialogue sur de meilleures bases.

**Alors vous êtes en train de jouer la montre?**

**P.-Y. M.:** Je décris la réalité. Jean-Claude Juncker a dit qu'il valait mieux négocier avec lui, mais négocier avec lui, c'est négocier pendant la phase du Brexit. Or aussi longtemps que le Brexit n'est pas fait, l'Europe aura une position très dure avec la Suisse et ne changera rien au texte.

**M. T.:** Mais il n'y aura jamais de renégociation, c'est une illusion. Le problème est qu'il n'y a pas de plan B, je ne vois pas d'alternative. Et nos entreprises, nos secteurs d'exportation nous disent que cet accord est vital. En Suisse, 80% du chiffre d'affaires du secteur des machines dépend par exemple de l'Union européenne. Nous plongeons dans une période d'incertitude qui est un poison pour l'économie. ■

## Genève redouble d'efforts pour soutenir les start-up

**INNOVATION** L'entrepreneuriat est encouragé de toute part. La Fongit, par exemple, soutient 60 sociétés technologiques, contre 25 il y a cinq ans. Elles ont permis de créer 350 emplois

GHISLAINE BLOCH  
@BlochGhislaine

Genève a pris tardivement conscience de l'importance du transfert technologique, mais aujourd'hui le canton est devenu un pôle d'innovation. «Genève joue désormais son rôle mais celui-ci peut encore être amélioré», estime Antonio Gambardella, directeur de la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (Fongit), un incubateur genevois qui soutient 60 sociétés technologiques innovantes, contre 25 il y a cinq ans. Ces jeunes entreprises représentent plus de 350 emplois. Elles sont réparties sur trois sites totalisant 5000 m<sup>2</sup>.

Fondée en 1991, la Fongit aide les start-up à transformer leur idée ou technologie en entreprise. Cette fondation leur fournit des espaces de travail entièrement équipés, des services d'administration et de comptabilité, un accompagnement et un accès au financement. «Nous recevons 300 demandes par année et soutenons entre 10 et 15 nouvelles start-up», précise Antonio Gambardella. Celui-ci a identifié quelques secteurs clés dans lesquels Genève se démarque: la medtech, la fintech, l'ingénierie et les technologies de l'information et des communications.

**Fonds de capital-risque genevois**

Genève bénéficie de la présence du CERN, qui a donné naissance à des start-up prospères. Le centre

européen de recherche en physique des particules veut accélérer la cadence. Grâce à la présence du CERN, Genève se spécialise dans la medtech de convergence, qui allie les technologies médicales aux compétences logicielles, à l'analyse des données mais aussi aux principes de physique des particules. On retrouve ce savoir-faire dans des appareils utilisés en radiothérapie, en imagerie par résonance magnétique ou en tomographie (procédé d'imagerie médicale).

**HES, université, HUG, CERN: chaque institution épaulé désormais ses étudiants et chercheurs pour passer le cap de l'entrepreneuriat**

La volonté de créer des start-up émane également de la HES-SO Genève, qui a lancé en mars dernier le Pulse Incubateur HES, une nouvelle structure d'accompagnement de projets innovants et à fort potentiel. L'Université de Genève a, elle aussi, créé des programmes qui favorisent l'entrepreneuriat. Le doyen de la Faculté des sciences a, par exemple, décidé de renforcer le soutien au transfert de technologie et en particulier à la fondation de start-up en créant le Science Innovation Hub. De son côté, la Faculté de médecine a lancé un accélérateur qui permet de concrétiser ses idées. Les Hôpitaux universitaires de Genève possèdent leur Centre

de l'innovation. Le Campus Biotech Innovation Park permet également l'hébergement de jeunes pousses alors que le Centre Wyss pour la bio- et la neuro-ingénierie joue le rôle de catalyseur du transfert de technologie de la recherche à l'industrie dans le domaine des neurotechnologies.

**Licornes pas prioritaires**

«Aujourd'hui, le transfert technologique genevois est beaucoup plus fluide. Il y a une volonté politique, académique et financière, relève Antonio Gambardella. Nous assistons à une véritable maturation de l'écosystème local de l'innovation, qui reflète d'ailleurs ce qui se passe au niveau national.» De plus en plus d'investisseurs étrangers s'intéressent à la Suisse, notamment des fonds américains. Parallèlement, de nouveaux fonds de capital-risque, basés dans la région, ont vu le jour, à l'exemple d'Alpana Venture ou de Neventa Capital. «Avec plus de tours de financement, une plus grande professionnalisation des investisseurs privés, plus de sources de financement et des tours de table plus importants, c'est tout l'écosystème suisse qui se développe rapidement», poursuit-il.

La Fongit a permis de faire éclore quelques fleurons, comme ProtonMail, leader mondial de la messagerie cryptée. Il compte aujourd'hui 12 millions de clients et une centaine de collaborateurs à travers le monde. Il manque encore des licornes mais cette optique ne semble pas prioritaire. «Nous ne faisons pas une politique d'innovation qui vise des licornes, mais nous soutenons un mouvement d'innovation qui en fera peut-être émerger une. Notre but, c'est de créer des sociétés qui produisent de la valeur économique et de l'emploi.» ■

## Affaire Jean-Claude Bastos: le MPC abandonne toutes les enquêtes

**JUSTICE** Les accusations de blanchiment d'argent envers le financier suisse-angolais et son groupe Quantum Global ont été levées le 27 juin par le Ministère public de la Confédération

ATS

Le Ministère public de la Confédération (MPC) a clos toutes les enquêtes liées à Jean-Claude Bastos et Quantum Global. Le financier suisse-angolais et sa société sont ainsi libérés des accusations de blanchiment d'argent.

Avec la clôture de toutes les investigations, Jean-Claude Bastos franchit une étape supplémentaire vers sa réhabilitation complète, a indiqué jeudi Quantum Global. Les accusations formulées contre le financier et sa société, basée à Zoug, sont sans fondement. Les enquêtes ont été closes le 27 juin.

L'abandon de l'enquête, ouverte contre inconnu, fait suite à la libération de prison de l'homme d'affaires en mars dernier en Angola. Un accord à l'amiable avait été trouvé entre son groupe Quantum Global et le fonds souverain du pays. Toutes les accusations d'infractions pénales portées à son encontre avaient été abandonnées.

**Actifs débloqués**

La procédure a été close fin juin, a confirmé le MPC à Keystone-ATS. Ce dernier avait annoncé en mai 2018 avoir ouvert une enquête pour blanchiment d'argent dans cette affaire et mené plusieurs perquisitions. Les autorités suisses enquêtaient sur d'éventuels délits contre le Fonds souverain angolais et la Banque nationale angolaise.

La libération de Jean-Claude Bastos ne permettant plus de prouver

l'existence d'une infraction, le MPC n'était plus en mesure d'établir un éventuel blanchiment d'argent en Suisse, précise-t-il. La Haute Cour anglaise avait rejeté en mars le gel mondial des comptes de Quantum Global et de Jean-Claude Bastos. Le MPC a par la suite débloqué les actifs gelés du groupe.

**Paradise Papers**

L'affaire avait surgi à la suite de la publication des Paradise Papers en novembre 2017. De graves accusations contre le groupe Quantum avaient été lancées.

Pour mémoire, après les révélations des Paradise Papers, l'ancienne conseillère fédérale Ruth Metzler avait quitté fin 2017 le comité consultatif du groupe Quantum. Elle avait alors expliqué sa décision par les graves accusations sur de «prétendues pratiques commerciales en Angola». ■